

**Accord professionnel**

**CAISSES D'ÉPARGNE**

**ACCORD NATIONAL DU 23 NOVEMBRE 2007  
RELATIF À LA FIXATION DES INDICATEURS PERTINENTS EN MATIÈRE  
D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

NOR : ASET0850067M

Entre :

La caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance,

D'une part, et

Le SNP FO ;

Le syndicat unifié UNSA ;

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord, établi en application de la loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, vise à définir les indicateurs pertinents permettant de suivre au niveau de la branche la situation comparée des hommes et des femmes en matière d'égalité professionnelle.

Les données ainsi recueillies ont vocation à s'intégrer dans le rapport mentionné à l'article L. 132-12 du code du travail et à servir de base d'échange aux négociations triennales prévues par ce même article.

Les constats qualitatifs issus de l'observation de ces critères serviront de base à la négociation relative à la définition d'orientation et/ou de démarches nécessaires visant à réduire les éventuels écarts telle que prévue à l'article L. 132-12 du code du travail.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Domaines étudiés et indicateurs choisis*

Afin de disposer d'informations précises sur la situation actuelle des salariés en matière d'égalité professionnelle et d'en apprécier l'évolution, les parties signataires ont défini 8 domaines de suivi :

- les effectifs ;
- le recrutement ;
- les départs ;
- la rémunération ;
- la promotion ;
- la formation ;
- la durée du travail ;
- l'absence et les congés.

Les indicateurs établis pour chacun de ces 8 domaines sont présentés globalement, par sexe et par niveau de classification, sous forme chiffrée et en pourcentage. En outre, pour les indicateurs 1.1 à 1.5, ces indicateurs sont présentés par métier.

#### 1.1. Effectifs

1.1.1. Effectif temps plein/temps partiel (CDD/CDI).

1.1.2. Effectif par âge (CDD/CDI).

1.1.3. Effectif en place réparti selon le diplôme (CDD/CDI).

#### 1.2. Recrutement

1.2.1. Recrutement CDI.

1.2.2. Recrutement CDD.

1.2.3. Effectifs CDI recrutés dans l'année selon le diplôme.

#### 1.3. Départ

1.3.1. Démission vers l'extérieur du groupe.

1.3.2. Licenciement.

1.3.3. Départ pendant la période d'essai.

1.3.4. Départ en retraite.

1.3.5. Fin de CDD.

#### 1.4. Rémunération

1.4.1. Rémunération annuelle moyenne des salariés.

1.4.2. Eventail des rémunérations (minima/maxima/médianes).

1.4.3. Nombre de femmes dans les 10 rémunérations les plus élevées de la branche pour le niveau de classification CM 10.

1.4.4. Rémunération annuelle moyenne par tranches d'ancienneté de 5 ans.

## 1.5. Promotion

1.5.1. Nombre de salariés CDI promus à un niveau supérieur.

## 1.6. Formation

1.6.1. Formation continue : nombre de salariés en formation et nombre d'heures de formation.

1.6.2. Congés individuels de formation : nombre de salariés ayant bénéficié d'un CIF.

1.6.3. Formations institutionnelles.

## 1.7. Durée du travail

1.7.1. Répartition des salariés CDI à fin décembre selon la durée du travail : inférieure ou égale à 50 % du temps de travail ; supérieure à 50 % du temps de travail ; temps plein.

## 1.8. Absence et congés

1.8.1. Congé parental.

1.8.2. Congés des articles 63 et 64.

1.8.3. Congés légaux (sabbatique, création d'entreprise).

## Article 2

### *Mise en œuvre*

Le rapport de branche est établi sur la base des dernières données annuelles disponibles.

Il est présenté tous les 3 ans, soit pour la prochaine présentation avant la fin du premier semestre 2010.

## Article 3

### *Date d'application*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée. Il s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et cesse de produire ses effets au 31 décembre 2010. En aucun cas il ne pourra, à l'échéance, produire ses effets comme un accord à durée indéterminée.

## Article 4

### *Révision*

Les signataires du présent accord peuvent en demander la révision conformément à l'article L. 132-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

## **Article 5**

### *Dépôt de l'accord*

Le texte de l'accord sera déposé par la CNCE selon les dispositions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 23 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)